



REGLEMENT INTERIEUR DU CIMETIERE COMMUNAL

*Mairie de Vendeuve-sur-Barse
Place du 11 novembre
10 140 VENDEUVRE SUR BARSE
Téléphone : 03.25.41.30.20*

SOMMAIRE

SECTION 1 - GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - DESTINATION DU CIMETIÈRE	P5
ARTICLE 2 - GESTION ET POLICE DU CIMETIÈRE	P5
ARTICLE 3 - HORAIRES D'OUVERTURE	P6
ARTICLE 4 - ACCÈS ET COMPORTEMENT DES PERSONNES PÉNÉTRANT DANS LE CIMETIÈRE	P6
ARTICLE 5 - DÉMARCHAGE	P7
ARTICLE 6 - INTERDICTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL COMMUNAL	P7
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DES CONCESSIONS	P7
ARTICLE 8 - RENOUELEMENT DES CONCESSIONS	P8
ARTICLE 9 - CONVERSIONS DES CONCESSIONS	P8
ARTICLE 10 - DROITS ATTACHÉS AUX CONCESSIONS	P8
ARTICLE 11 - REPRISE DES CONCESSIONS NON RENOUELÉES	P9
ARTICLE 12 - REPRISE DES CONCESSIONS DE PLUS DE TRENTE ANS EN ÉTAT D'ABANDON	P9
ARTICLE 13 - PERMIS D'INHUMER	P10
ARTICLE 14 - REGISTRE	P10
ARTICLE 15 - PÉRIODE ET HORAIRE DES INHUMATIONS	P10

SECTION 2 – CIMETIÈRE CLASSIQUE

ARTICLE 16 - SURFACE CONCÉDÉE	P10
ARTICLE 17 - NOMBRE D'INHUMATIONS PAR CONCESSION	P10
ARTICLE 18 - RÉUNION OU RÉDUCTION DE CORPS	P11
ARTICLE 19 - INHUMATION ET SCELLEMENT D'URNES	P11
ARTICLE 20 - DÉROULEMENT DE L'INHUMATION	P11
ARTICLE 21 - CONDITIONS D'INHUMATION EN PLEINE TERRE	P12
ARTICLE 22 - CONDITIONS D'INHUMATION EN CAVEAU	P12
ARTICLE 23 - RÉALISATION DE MONUMENTS FUNÉRAIRES	P12
ARTICLE 24 - DÉCORATION ET ORNEMENT DES TOMBES	P13
ARTICLE 25 - ENTRETIEN DES MONUMENTS FUNÉRAIRES	P13
ARTICLE 26 - RESPONSABILITÉS DES CONCESSIONNAIRES	P13

SECTION 3 - SITE CINÉRAIRE

CHAPITRE 3.1. COLUMBARIUM

ARTICLE 27 - GÉNÉRALITÉS	P13
ARTICLE 28 - CONDITION D'ATTRIBUTION D'UNE CASE OU D'UNE CAVURNE	P13
ARTICLE 29 - RÈGLES À RESPECTER	P14
ARTICLE 30 - RETRAIT OU DÉPÔT D'UNE URNE CINÉRAIRE	P15

CHAPITRE 3.2. ESPACE DE DISPERSION

ARTICLE 31 - GÉNÉRALITÉS	P15
ARTICLE 32 - CONSÉQUENCES DU DÉPÔT	P16
ARTICLE 33 – RETRAIT DES CENDRES	P16
ARTICLE 34 - RÈGLES À RESPECTER	P16
ARTICLE 35 - REGISTRE DES INHUMÉS	P16

SECTION 4 – CAVEAU PROVISOIRE (DÉPOSITOIRE)

ARTICLE 36 - FONCTIONS DU DÉPOSITOIRE	P17
ARTICLE 37 - CONDITIONS D'ADMISSION DANS LE DÉPOSITOIRE	P17
ARTICLE 38 - RETRAIT DU DÉPOSITOIRE	P17
ARTICLE 39 - PERCEPTION DES DROITS	P17
ARTICLE 40 - INTERDICTIONS	P18

SECTION 5 - TERRAIN COMMUN ET OSSUAIRE

ARTICLE 41 - MISE À DISPOSITION	P18
ARTICLE 42 - AMÉNAGEMENTS ET SIGNES FUNÉRAIRES	P18
ARTICLE 43 - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS ET INHUMATION	P18
ARTICLE 44 - INHUMATION EN TRANCHÉE	P18
ARTICLE 45 - OSSUAIRE	P18
ARTICLE 46 - REPRISE DES TOMBES	P18

SECTION 6 – TRAVAUX DANS LE CIMETIÈRE

ARTICLE 47 - AUTORISATION DE TRAVAUX	P19
ARTICLE 48 - PLAN DE TRAVAUX	P19
ARTICLE 49 - RÉFÉRENCES	P19
ARTICLE 50 - DÉROULEMENT DES TRAVAUX ET CONTRÔLE	P19
ARTICLE 51 - PÉRIODES DE RÉALISATION DES TRAVAUX	P20
ARTICLE 52 - DÉPASSEMENT DE LIMITES - CONSTRUCTIONS GÊNANTES	P20
ARTICLE 53 - INHUMATION EN PLEINE TERRE	P20
ARTICLE 54 - CAVEAUX - DALLES DE SÉPARATION	P20
ARTICLE 55 - PRÉPARATION DES TRAVAUX	P21
ARTICLE 56 - SIGNES ET OBJETS FUNÉRAIRES - DIMENSIONS	P21
ARTICLE 57 - RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGES, DE VOLS OU DE DÉGRADATIONS	P21
ARTICLE 58 - MISE EN PLACE OU DÉPOSE DE MONUMENTS	P21
ARTICLE 59 - COMPLEMENT DES EXCAVATIONS	P21
ARTICLE 60 - RETRAIT DES MATÉRIELS	P22
ARTICLE 61 - REMISE EN ÉTAT APRÈS TRAVAUX	P22
ARTICLE 62 - UTILISATION DE MORTIER	P22
ARTICLE 63 - STÈLES	P22

<i>ARTICLE 64 - GRILLES, TREILLAGES</i>	<i>P22</i>
<i>ARTICLE 65 - DÉPOSE DE MONUMENTS OU D'ORNEMENTS SÉPULCRAUX</i>	<i>P22</i>
<i>ARTICLE 66 - RISQUES POUR LE PERSONNEL</i>	<i>P22</i>

SECTION 7 - EXHUMATIONS ET TRANSPORT DE CORPS

<i>ARTICLE 67 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</i>	<i>P23</i>
<i>ARTICLE 68 - DÉLAIS AVANT EXHUMATION</i>	<i>P23</i>
<i>ARTICLE 69 - PÉRIODE D'EXHUMATION</i>	<i>P23</i>
<i>ARTICLE 70 – MODALITÉS D'EXHUMATION</i>	<i>P23</i>
<i>ARTICLE 71 - VACATION</i>	<i>P24</i>
<i>ARTICLE 72 - MESURES D'HYGIÈNE</i>	<i>P24</i>
<i>ARTICLE 73 - SCELLÉS</i>	<i>P25</i>
<i>ARTICLE 74 - ABANDON DE SÉPULTURE</i>	<i>P25</i>
<i>ARTICLE 75 - APPLICATION DU RÈGLEMENT</i>	<i>P25</i>
<i>ARTICLE 76 - SANCTIONS</i>	<i>P25</i>

Nous, Maire de la Vendevre-sur-Barse,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-8 et suivants;
Vu le nouveau Code pénal, notamment les articles 225-17, 225-18 et R. 610-5. ;
Vu le Code civil, notamment les articles 78 et suivants ;
Vu la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
Considérant qu'il est indispensable de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques, le maintien du bon ordre et la décence dans le cimetière,

Arrêtons

Section 1 – Généralités

Article 1 - Destination du cimetière

Le cimetière de Vendevre-sur-Barse est affecté à la sépulture :

- _ des personnes décédées sur le territoire de la commune, quel que soit leur domicile ;
- _ des personnes domiciliées à Vendevre-sur-Barse, alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune ;
- _ des personnes non domiciliées dans la commune mais ayant droit à une sépulture de famille dans le cimetière de Vendevre-sur-Barse.

Il est divisé en 30 carrés (voir plan joint) dont :

- _ 29 carrés pour les concessions traditionnelles. Le carré E comprend notamment le terrain commun.
- _ 1 carré comprenant le columbarium et le jardin du souvenir (carré I)

Les inhumations en terrain commun non concédé sont faites dans des fosses.

La vente des « places » se fait dans l'ordre de la numérotation et par carré. Tout carré commencé en caveaux devra être terminé en caveaux. Il en va de même pour les carrés dédiés à la pleine terre. Le passage à un nouveau carré ne se fera que lorsque le carré commencé sera complet.

Article 2 - Gestion et police du cimetière

La gestion du cimetière, y compris le columbarium, le terrain commun et le jardin du souvenir, est assurée par les services communaux.

Le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs généraux de police, assure la police des funérailles, des sépultures et des cimetières.

Les pouvoirs de police du Maire portent, notamment, sur :

- _ le mode de transport des personnes décédées,
- _ les inhumations et les exhumations,
- _ le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, étant entendu que le maire ne peut établir des distinctions ou des prescriptions particulières à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort.

Le Maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit inhumée décemment.

Quand la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou quand celle-ci n'a ni parent ni ami qui pourvoit à ses funérailles, le Maire en assure les obsèques et l'inhumation, à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Article 3 - Horaires d'ouverture

Le cimetière est ouvert au public tous les jours :

- Pour les mois de novembre à février : de 8h00 à 17h30
- Pour les mois de mars et octobre : 7h30 à 18h00
- Pour les mois d'avril et septembre : 7h00 à 19h00
- Pour les mois de mai à août : 7h00 à 20h00

Article 4 - Accès et comportement des personnes pénétrant dans le cimetière

L'entrée du cimetière est interdite :

- _ aux personnes ivres,
- _ aux marchands ambulants,
- _ aux enfants de moins de 10 ans non accompagnés d'un adulte,
- _ aux visiteurs accompagnés d'animaux à l'exception des chiens accompagnant les personnes malvoyantes,
- _ à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment,
- _ aux personnes pratiquant la mendicité,
- _ aux véhicules quels qu'ils soient, à moteur ou non.

Sont interdits à l'intérieur du cimetière :

- _ les cris et les chants (saufs psaumes à l'occasion d'une inhumation),
- _ la diffusion de musique,
- _ les conversations bruyantes, les disputes,
- _ l'apposition d'affiches, tableaux ou autre signe d'annonce sur les murs ainsi qu'à l'intérieur du cimetière,
- _ le fait d'utiliser les brocs mis à disposition pour répandre du désherbant. Ils ne doivent servir qu'à l'arrosage des fleurs et être remis en place après usage,
- _ le fait d'escalader les murs de clôture, les grilles de sépulture, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales,
- _ le fait d'endommager de quelque manière les sépultures,
- _ le fait d'écrire sur les monuments et pierres funéraires,
- _ le fait de marcher ou de s'asseoir sur les pelouses entourant les tombes,
- _ le fait de couper ou d'arracher des fleurs ou plantes sur les sépultures,
- _ le dépôt d'ordure aux endroits autres que ceux réservés à cet usage,
- _ le fait de jouer, boire ou manger,
- _ la prise de photographies ou le tournage de films sans autorisation de la mairie,
- _ le démarchage et la publicité, à l'intérieur ou aux portes du cimetière.

Les personnes admises dans le cimetière (y compris les ouvriers y travaillant) qui enfreindraient ces dispositions ou qui, par leur comportement, manqueraient de décence, seront expulsées par le Maire (ou son représentant) sans préjudice des poursuites de droit.

Les familles ne sont pas autorisées à suivre en automobile le fourgon funéraire jusqu'au lieu de l'inhumation. Cependant, le Maire peut accorder des autorisations écrites exceptionnelles

de circulation en automobile, notamment aux personnes transportant des personnes infirmes, ou à celles pouvant faire la preuve de leur incapacité de se déplacer à pied. Dans tous les cas, la vitesse maximale autorisée est de 10 km/heure.

Article 5 – Démarchage

Il est expressément défendu à toute personne s'occupant de travaux funéraires ou de fournitures d'objets funéraires, de s'adresser aux visiteurs du cimetière ou aux personnes suivant les convois funèbres, dans le but d'obtenir une commande, de remettre des cartes ou adresses d'entreprises, de stationner dans le même but, soit aux portes d'entrée, soit aux abords immédiats du cimetière.

Seule est autorisée la circulation des véhicules suivants (étant entendu que les entrepreneurs et les fleuristes doivent en faire la demande à la commune) :

- _ véhicules funéraires (corbillards) ;
- _ véhicules du service de nettoyage et d'entretien du cimetière ;
- _ véhicules des entrepreneurs ayant des travaux à exécuter ou en cours ;
- _ véhicules des fleuristes pour la livraison ou l'entretien des sépultures.

Article 6 - Interdictions concernant le personnel communal

Il est formellement interdit au personnel communal, sous peine de sanction :

- _ d'intervenir dans des opérations de vente ou de restauration de monuments funéraires ou d'objets de sépulture,
- _ de recevoir une rétribution ou gratification quelconque des personnes visitant le cimetière, des concessionnaires, des entrepreneurs ou de toute autre personne,
- _ de communiquer, sauf autorisation expresse, des documents relatifs au service public du cimetière,
- _ d'entretenir des tombes avec contrepartie financière ou autre.

Article 7 - Attribution des concessions

L'acte de concession précise notamment les noms, prénoms et adresse de la personne à laquelle la concession est accordée, c'est-à-dire son fondateur. Il indique également l'implantation de l'emplacement concédé, la surface, la nature et la catégorie de la concession. Les actes de concession sont passés par le maire. Les frais de timbre et le cas échéant d'enregistrement auxquels ils donnent lieu sont à la charge des concessionnaires.

Toute demande de concession doit être établie par écrit. Les concessions dans le cimetière classique sont accordées pour 15, 30 ou 50 ans. Les concessions dans le columbarium sont accordées pour 30 ans.

Les tarifs sont revus par le Conseil municipal et affichés, à chaque changement, pour chaque type de concession.

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale nominative.

Le concessionnaire ne peut choisir ni l'emplacement, ni l'orientation de sa concession. Il doit en outre, comme l'entreprise attributaire, respecter les consignes d'alignement et de nivellement qui seront données par le Maire ou son représentant.

L'attribution des concessions se fera en suivant l'ordre des emplacements déterminé par le Maire ou un représentant de ce dernier.

Dans le délai maximum de 3 mois à partir de la date de l'acte de concession, les concessionnaires des carrés 15, 30 et 50 ans, devront avoir effectué les travaux en sous-sol.

Article 8 - Renouvellement des concessions

Les concessions peuvent être renouvelées au tarif en vigueur au moment du renouvellement, dans l'année qui précède ou dans les deux années qui suivent l'expiration.

Une concession de 15 ans se renouvelle en quinzennaire ou possibilité de trentenaire, et celle-ci reste donc irrévocablement en trentenaire. Une concession de 30 ans se renouvelle en trentenaire et une concession de 50 ans en cinquantenaire.

Toutefois, le renouvellement d'une concession est obligatoire dans les cinq ans avant son terme si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période ; dans ce cas, le concessionnaire réglera le prix de la nouvelle concession au tarif en vigueur au moment de la demande. Le renouvellement prendra effet à compter de l'arrivée à échéance de la concession initiale.

Il ne sera pas admis de renouvellement lorsque la concession présente un caractère d'abandon.

Dans ce cas, le concessionnaire qui désire le renouvellement de sa concession devra joindre à sa demande l'attestation d'un entrepreneur de son choix, certifiant qu'il s'engage, par ordre de la famille, à remettre les lieux en état ou à effectuer l'entourage mentionné ci-dessus.

Article 9 - Conversions des concessions

La conversion d'une concession en concession de plus longue durée est autorisée. Seule la concession de 15 ans peut passer en 30 ans.

Lorsqu'une concession est convertie avant son terme en concession de plus longue durée, le concessionnaire règle le prix de la nouvelle concession au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente concession.

La conversion en une concession de moins longue durée ne peut, sauf circonstances exceptionnelles, être accordée.

Article 10 - Droits attachés aux concessions

Tout terrain concédé ne peut servir qu'à la sépulture du concessionnaire (concession individuelle), à la sienne ou à celle des personnes mentionnées dans l'acte (concession collective) ou à la sienne et à sa famille ou à celle des personnes liées à cette famille (concession de famille).

Le concessionnaire n'a aucun droit de vendre le terrain qui lui est concédé, ce terrain étant hors du commerce au sens de l'article 1128 du Code civil.

Un acte de donation passé devant notaire en application de l'article 931 du Code civil est possible, étant toutefois précisé qu'il ne peut avoir pour effet de permettre à une personne

n'appartenant pas à la famille du concessionnaire et ne jouissant pas du droit à être inhumée dans le cimetière municipal d'obtenir une concession.

Le concessionnaire peut donner sa concession à un membre de sa famille ou à un tiers lorsqu'elle n'a pas été utilisée ; dans ce cas la donation fait l'objet d'un acte de substitution - nouvel acte de concession – ratifié par le Maire.

Le concessionnaire peut également disposer de sa concession par testament. Il peut désigner les personnes ayant un droit à être inhumées dans sa concession. Il peut léguer sa concession à l'un de ses héritiers par le sang. À défaut de dispositions testamentaires, la concession revient aux héritiers naturels en état d'indivision perpétuelle.

En cas d'indivision, les héritiers jouissent de la concession sans pouvoir en provoquer la division ou le partage, sauf pour ceux-ci de désigner par acte régulier celui d'entre eux qui sera titulaire de la nouvelle concession. Si l'usage que l'un d'eux se propose d'en faire est exactement conforme à la destination de la concession, l'indivisaire n'a pour agir aucun besoin du consentement de ses co-indivisaires ; dans le cas contraire, il a besoin de l'assentiment général des co-indivisaires, dont il attestera éventuellement sur l'honneur. Chaque co-indivisaire peut, sans l'assentiment des autres, user de la concession pour la sépulture de son conjoint et de lui-même, et de ses descendants et leurs conjoints. Les successeurs aux biens du concessionnaire (légataire universel ou à titre universel) peuvent être inhumés dans la concession quand le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritiers réservataires.

L'épouse a par cette seule qualité droit de se faire inhumer dans le tombeau de famille dont le mari était concessionnaire. Elle ne peut être privée de ce droit que par la volonté formellement exprimée par le concessionnaire.

Comme dit précédemment, un des héritiers peut être considéré comme seul bénéficiaire d'une concession si tous les ayants-droit se désistent en sa faveur par un acte écrit. Dans ce cas le bénéficiaire produira un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour justifier et appuyer le désistement de ses cohéritiers.

Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritiers, et s'il n'a pas légué sa concession à une personne désignée dans son testament, aucune autre inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

Article 11 - Reprise des concessions non renouvelées

Lorsque les concessions ne sont pas renouvelées dans un délai de deux ans après leur expiration, la commune de Vendevre-sur-Barse se réserve le droit d'en disposer à sa convenance, dans le respect de la réglementation en vigueur.

La commune de Vendevre-sur-Barse disposera également du monument éventuellement érigé.

Les restes des personnes inhumées ou les cendres dans le cas du columbarium seront déposés dans l'ossuaire selon la procédure définie par la réglementation.

Article 12 - Reprise des concessions de plus de trente ans en état d'abandon

Si une concession a cessé d'être entretenue après une période de trente ans à compter de son attribution, et qu'aucune inhumation n'y a été effectuée depuis dix ans, et si cet état d'abandon est nuisible au bon ordre et à la décence du cimetière, le Maire pourra mettre en œuvre la

procédure de reprise pour état d'abandon régie par les articles L. 2223-17 à L. 2223-18 et R. 2223-12 à R. 2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les restes mortuaires trouvés dans la concession sont déposés dans une boîte à ossements puis dans l'ossuaire. Les noms des personnes décédées sont inscrits dans un registre tenu à la disposition du public.

Article 13 - Permis d'inhumer

Sous peine de sanctions prévues à l'article R. 645-6 du Code pénal, aucune inhumation ne peut avoir lieu sans un permis établi par la mairie de Vendevre-sur-Barse.

Article 14 – Registre

Toute inhumation sera inscrite sur un registre tenu en mairie.

Article 15 - Période et horaire des inhumations

Aucune inhumation n'aura lieu le dimanche, les jours fériés ainsi que le 31 octobre.

Le convoi ne pourra pas se présenter moins d'une heure avant la fermeture du cimetière.

Section 2 – Cimetière classique

Article 16 - Surface concédée

Chaque emplacement concédé, pour les adultes, mesure 2m- de longueur sur 1m- de largeur.

Pour les enfants de moins de 7 ans : $1,50 \times 1,50 \times 0,60$ m

Pour les enfants de 7 à 12 ans : $1,50 \times 1,60 \times 0,80$ m

Il sera alloué par la commune, un pourtour de 25 cm sur les 4 côtés de cette dite-concession. Ces pourtours appartiennent donc au domaine public. Il sera admis la réalisation d'un trottoir sur ces pourtours.

Article 17 - Nombre d'inhumations par concession

Si une concession est individuelle, une seule inhumation peut y être effectuée.

Si la concession est une concession nominative, peuvent être pratiquées les inhumations des personnes nommément désignées dans l'acte.

Dans ces deux premiers cas, seules peuvent être inhumées les personnes indiquées, sauf modification du contrat de concession qui ne peut être demandée que par son fondateur.

Si la concession est une concession de famille et si un caveau a été construit, il peut y être effectué autant d'inhumations qu'il y a de cases dans le caveau. Sous autorisation du concessionnaire ou des ayants-droit.

Une concession de pleine terre permet d'inhumer deux grands cercueils et plusieurs urnes. Toutefois, dans ces mêmes concessions, il peut être rajouté une à plusieurs boîtes à ossements, selon leur volume.

La commune de Vendevre-sur-Barse s'assure lors de chaque demande d'inhumation dans une concession que la demande est conforme aux dispositions arrêtées de son vivant par le concessionnaire, relatives au droit à être inhumé dans sa concession. Les ayants droit du fondateur sont toujours tenus au respect des volontés de ce dernier quant à l'affectation de la concession.

Article 18 - Réunion ou réduction de corps

Le concessionnaire (ou ses ayants droit) a la possibilité de procéder dans une même case à une réunion de corps de la personne anciennement décédée et inhumée dans ladite case et de la personne nouvellement décédée, sous réserve que le corps précédemment inhumé soit inhumé depuis cinq ans au moins et qu'il soit suffisamment consumé ; dans ces conditions les restes du défunt sont réunis dans un cercueil aux dimensions appropriées (reliquaire ou boîte à ossements) qui est déposé à côté du corps de la nouvelle personne inhumée.

La réunion ou réduction de corps ne sera autorisée que sous réserve d'une demande formulée au moins 48 heures à l'avance par le ou les titulaires de la concession.

Article 19 - Inhumation et scellement d'urnes

Le concessionnaire (ou ses ayants droit) peut faire placer dans le caveau des urnes cinéraires (autant que le caveau le permet). Ce droit existe également pour les concessions en pleine terre.

En revanche, une urne ne peut être déposée dans un cercueil lors de la mise en bière. En aucun cas des cendres ne pourront être dispersées sur une concession.

Les demandes de scellement devront être déposées au moins 48 heures à l'avance.

L'autorisation du scellement d'une urne sur un monument funéraire implique l'accord exprès de tous les titulaires de la sépulture.

Les opérations de scellement doivent être opérées sous le contrôle de l'administration communale.

Article 20 - Déroulement de l'inhumation

Lors de l'entrée du convoi funèbre dans le cimetière, le représentant de la commune exige la présentation de l'autorisation d'inhumer. Il s'assure de la concordance du numéro d'ordre et de l'indicatif inscrits sur la plaque du cercueil avec ceux portés sur l'autorisation d'inhumer. Il vérifie le bon état des scellés apposés sur le cercueil. Il accompagne le convoi jusqu'au lieu d'inhumation où il assiste à la descente du cercueil dans la fosse par les préposés aux pompes funèbres, puis à la fermeture hermétique de la tombe.

Lorsque l'inhumation a lieu dans un caveau, l'entrepreneur des pompes funèbres choisi par la famille et dûment habilité procède à son ouverture, en présence d'un représentant de la commune, 24 heures au moins avant l'inhumation, afin que si quelques travaux de maçonnerie ou autres travaux sont nécessaires, ils puissent être exécutés en temps utile à la demande et à la charge de la famille par une entreprise de son choix.

Dès qu'un corps a été déposé dans une case d'un caveau, celle-ci est immédiatement isolée par une dalle scellée.

Lorsqu'une inhumation ne peut avoir lieu comme prévu dans un caveau par suite des dimensions exceptionnelles du cercueil ou du mauvais état du caveau, la famille peut demander que le corps du décédé soit déposé dans le caveau provisoire du cimetière ; dans ces conditions le dépôt du corps du décédé est effectué aux frais de la famille du défunt.

Article 21 - Conditions d'inhumation en pleine terre

Le creusement des fosses doit être réalisé par une entreprise au choix du concessionnaire.

Les concessions de pleine terre doivent répondre aux prescriptions suivantes :

La profondeur normale des fosses est fixée à 1,80 mètres sous le niveau du sol pour l'inhumation de deux corps et 1,50 mètre pour celle d'un corps ; elle peut être réduite à un mètre pour le dépôt d'urnes cinéraires.

Article 22 - Conditions d'inhumation en caveau

Le creusement des fosses doit être réalisé par une entreprise au choix du concessionnaire. Les règles à respecter sont précisées à partir de l'article 47 du présent règlement.

Article 23 - Réalisation de monuments funéraires

Nul ne pourra construire, reconstruire ou réparer les monuments funéraires, ni exécuter un travail quelconque dans le cimetière, sans avoir demandé et obtenu l'autorisation du Maire.

Les demandes d'autorisation seront établies sur formulaires spéciaux remis en mairie.

Les monuments ou entourages doivent occuper au maximum un emplacement mesurant 2 m de longueur sur 1 m de large et 2 m de haut pour une concession simple. Ces dimensions seront portées à 2m de longueur sur 2m50 de largeur pour une concession double, et 2 m de longueur sur 4 m de largeur pour une concession triple.

La construction de chapelles est interdite.

Il est permis aux concessionnaires d'emplacements contigus de disposer des intervalles réservés entre ces derniers, uniquement pour la réalisation d'un seul monument pour les 2 sépultures et à condition qu'il s'agisse de concessions ayant la même date d'expiration.

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des nom et prénom usuels du défunt, ses années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'approbation du Maire.

Si le texte à graver est en langue étrangère, il devra être accompagné de sa traduction.

Article 24 - Décoration et ornement des tombes

En application des articles L. 2223-12 et L. 2223-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, des vases et autres objets peuvent être déposés dans les limites de l'emplacement.

Celui-ci peut également être planté en tout ou partie en gazon ou fleurs.

Toutefois, les plantations d'arbres ou d'arbustes sont interdites.

Article 25 - Entretien des monuments funéraires et des abords des sépultures

Les concessionnaires sont tenus de maintenir constamment en bon état de solidité les monuments et signes funéraires érigés sur les terrains concédés ainsi que les caveaux.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le Maire enjoindra aux concessionnaires de pourvoir aux réparations et fixera le délai qui leur sera imparti.

La commune pourra faire enlever les objets funéraires dont le mauvais état d'entretien pourrait être la cause d'accident ou qu'elle jugerait encombrants, gênants pour la circulation ou pouvant porter préjudice à la morale ou à la décence.

Les concessionnaires sont également tenus de tenir en bon état de propreté les abords des sépultures. Il leur appartient, de désherber le cas échéant, entre les tombes.

Article 26 - Responsabilités des concessionnaires

Les concessionnaires ou leurs ayants-droit seront responsables de tous les dégâts ou dommages causés aux allées, plates-bandes, monuments, à l'occasion des travaux effectués pour leur compte ou de tout dommage corporel ou matériel que pourraient provoquer le monument, les plantations ou autres objets déposés sur les limites de leur concession.

Section 3 - Site cinéraire

Le site cinéraire, situé en carré I, comprend :

- _ Le columbarium - chapitre 3.1.
- _ L'espace de dispersion (ancien "jardin du souvenir") - chapitre 3.2.

Chapitre 3.1. Columbarium

Article 27 - Généralités

Le columbarium est mis à la disposition des familles ayant eu recours à la crémation de leur défunt, pour y déposer les cendres des personnes incinérées.

Article 28 - Condition d'attribution d'une case ou d'une cavurne

L'obtention d'un emplacement (case ou cavurne) dans le columbarium est possible pour les personnes disposant du droit à l'inhumation dans le cimetière communal en application de l'article 1 du présent règlement.

Les cases du columbarium ou cavurnes pourront être concédées aux familles qui en formuleront la demande, en vue d'y déposer une ou plusieurs urnes cinéraires, dès lors que les dimensions de celles-ci le permettent.

L'emplacement de la case attribuée est déterminé par la mairie.

Article 29 - Règles à respecter

Article 29-1 – Règles pour les cases

Il ne pourra pas être déposé plus de 4 urnes de type standard par case. Les dimensions intérieures des cases sont les suivantes :

Largeur : 36 cm - Hauteur : 40 cm - Profondeur 37 cm.

Les cases sont fermées par un couvercle en granit fourni gratuitement par la commune de Vendevre-sur-Barse.

Chaque plaque sera identifiée par une étiquette gravée collée sur la plaque, conformément au modèle de référence retenu par l'administration municipale. Les frais de gravure sont à la charge de la famille du concessionnaire.

Seuls figureront sur la plaque le numéro de la case (en bas à droite), les nom et prénom (y compris nom de jeune fille) ainsi que les années de naissance et de décès du défunt. Les plaques d'identité devront être posées et déposées par les seuls fossoyeurs agréés, lors du dépôt des première, deuxième, troisième et éventuellement quatrième urnes.

Seule la pose d'un porte fleurs, collé, ainsi que la pose d'un médaillon (photo), collé également, est autorisé. Tout autre accessoire est interdit et pourra être retiré par l'administration communale après courrier de mise en demeure si une identification est possible.

Les fleurs, plantes naturelles (à l'exclusion de toutes fleurs artificielles), et plaques ne pourront être déposées que dans le lieu spécialement prévu à cet effet. Tout dépôt en dehors de ce lieu est interdit. Les services municipaux chargés de l'entretien du columbarium enlèveront immédiatement les fleurs, plantes et plaques déposées en dehors de ce lieu.

Article 29-2 : Règles pour les cavurnes

Il ne pourra pas être déposé plus de 4 urnes de type standard par cavurne. Les dimensions intérieures des cavurnes sont les suivantes :

Largeur : 50 cm - Hauteur : 50 cm - Profondeur 50 cm.

Les cases sont fermées par un couvercle en ciment.

Nul ne pourra construire, reconstruire ou réparer les monuments funéraires, ni exécuter un travail quelconque dans le cimetière, sans avoir demandé et obtenu l'autorisation du Maire.

Les demandes d'autorisation seront établies sur formulaires spéciaux remis en mairie.

Les monuments ou entourages doivent occuper au maximum un emplacement mesurant 0,80 m de longueur sur 0,80 m de large et 1 m de haut pour un caveau simple sur une semelle de 1mx1m.

La construction de chapelles est interdite.

Il est permis aux concessionnaires d'emplacements contigus de disposer des intervalles réservés entre ces derniers, uniquement pour la réalisation d'un seul monument pour les 2 sépultures et à condition qu'il s'agisse de concessions ayant la même date d'expiration.

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des nom et prénom usuels du défunt, ses années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'approbation du Maire.

Si le texte à graver est en langue étrangère, il devra être accompagné de sa traduction.

Article 30 - Retrait ou dépôt d'une urne cinéraire

Les urnes ne peuvent être retirées d'une case ou caveau qu'à la suite d'une demande émanant du titulaire de la concession et, dans l'hypothèse où l'urne ne lui a pas été confiée à titre exclusif mais pour le compte d'une indivision successorale, de l'accord de l'ensemble des membres de l'indivision.

Pour l'application de la présente disposition, la commune prendra en compte les déclarations faites par le demandeur au moment de l'attribution de l'emplacement.

Chaque dépôt ou retrait des urnes cinéraires doit faire l'objet d'une demande d'ouverture auprès de l'administration communale au plus tard 6 jours ouvrables avant l'exécution de chaque opération.

Le dépôt d'une urne, préalablement autorisé en application des articles précédents, devra être opéré sous le contrôle de la personne chargée par le Maire de cette fonction. Il est notamment chargé du respect du présent règlement et devra s'assurer que toute la dignité nécessaire à l'opération a été observée.

La plaque refermant la case attribuée sera scellée par l'opérateur choisi par la famille. La personne chargée de la surveillance devra s'assurer de la qualité du scellement opéré.

Dans l'hypothèse où l'entretien ou la réparation du columbarium nécessiterait que l'urne ou les urnes présentes dans la case en soient retirées, le titulaire sera informé des travaux à l'adresse indiquée dans sa demande d'emplacement, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai d'un mois de la part du titulaire indiquant qu'il souhaite reprendre l'urne ou les urnes présentes dans la case, la commune procèdera à ses frais au déplacement et au stockage de celle(s)-ci dans un lieu réglementairement valide. L'urne ou les urnes seront remises dans la case à l'issue des travaux.

Chapitre 3.2. Espace de dispersion

Il s'agit de l'ancien « jardin du souvenir ».

Article 31 - Généralités

Un espace destiné à la dispersion des cendres est aménagé.

Aucune dispersion ne peut être effectuée dans un autre lieu du cimetière (ni sur le terrain commun, ni sur les espaces concédés).

Chaque cérémonie devra être organisée en concertation étroite avec la mairie lors de la remise de la fiche de renseignements concernant le défunt.

La dispersion, préalablement autorisée par la mairie, devra être opérée sous le contrôle de la personne chargée par le Maire de cette fonction.

Les épitaphes des défunts dont les cendres ont été dispersées seront obligatoirement indiquées sur une stèle prévue à cet effet. La plaque à utiliser pour les épitaphes est fournie par la mairie à la famille, la commune se chargeant de la gravure (nom, prénom, années de naissance et de décès) et de la pose sur la stèle, avec application d'un tarif décidé en conseil municipal. Aucune autre plaque ne pourra être utilisée par la famille du défunt.

Article 32 - Conséquences du dépôt

Le dépôt de cendres à l'espace de dispersion implique l'abandon, sans possibilité de récupération, des restes funéraires.

Article 33 – Retrait des cendres

Le dépôt des cendres étant réalisée sans urne, le retrait des cendres dispersées dans le jardin du souvenir n'est pas possible.

Article 34 - Règles à respecter

Le dépôt momentané de l'urne lors d'un dernier regroupement des proches du défunt avant dispersion de ses cendres, ainsi que le dépôt de fleurs, de gerbes ou de couronnes, sont autorisés le jour de la cérémonie sur la table de cérémonie prévue à cet effet. Les fleurs, gerbes ou couronnes seront enlevés après 4 jours maximum. L'administration communale pourra retirer les fleurs, gerbes ou couronnes non enlevées dans les délais ci-dessus, après courrier de mise en demeure si une identification est possible.

Les ornements et décors funéraires en plastique, verroterie ou faits d'un autre matériau durable ne sont pas autorisés. Ils seront enlevés, après courrier de mise en demeure si une identification est possible.

Article 35 - Registre des inhumés

Un registre sur lequel figureront les noms patronymiques et prénoms, les dates et lieux de naissance et de décès du défunt dont les cendres ont été dispersées, sera conservé en mairie. Il pourra être consulté sur place par toute personne qui en fera la demande.

Section 4 – Caveau provisoire (dépositaire)

Article 36 - Fonctions du dépositaire

Le dépositaire municipal est mis à la disposition des familles pour abriter après mise en bière les corps ou les ossements qui attendent leur sépulture définitive ou leur transfert dans une autre localité.

Article 37 - Conditions d'admission dans le dépositaire

Seuls y sont admis les corps des personnes pouvant bénéficier d'une sépulture dans le cimetière ou en attente d'être transportés hors de la commune.

Des boîtes à ossements contenant les restes de corps peuvent être déposées dans le caveau provisoire.

Le dépôt d'un corps dans le caveau provisoire a lieu sur demande écrite présentée par un membre de la famille du décédé ou par une personne ayant qualité pour agir, et après autorisation donnée par le Maire comme en matière d'inhumation. La demande précise les noms, prénoms, date du décès et la durée du dépôt du corps.

Si la durée du dépôt doit excéder six jours, le corps est placé dans un cercueil hermétique. La case où est déposé le cercueil est refermée et maçonnée immédiatement après le dépôt.

Si au cours du dépôt le cercueil donne lieu à des émanations dangereuses pour la santé publique, le maire peut ordonner l'inhumation en terrain commun aux frais de la famille, après que celle-ci ait été prévenue.

La durée du dépôt ne peut être supérieure à deux mois. Passé ce délai, une nouvelle autorisation doit être demandée. Elle n'est accordée que s'il ne peut en résulter aucun inconvénient pour le bon ordre du cimetière ; dans le cas contraire, le Maire pourra faire enlever les corps inhumés provisoirement et procéder à leur inhumation en terrain après avis aux familles, et aux frais de celles-ci.

Article 38 - Retrait du dépositaire

La sortie d'un corps du caveau provisoire et sa ré-inhumation définitive dans une sépulture en terrain commun ou en terrain concédé demandée par le déposant auront lieu dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que pour les exhumations et ré-inhumations, visés au présent article.

Article 39 - Perception des droits

Lors du dépôt d'un corps dans le caveau provisoire, la commune perçoit des droits dont le montant est fixé par le conseil municipal ; en cas de retard de paiement, et après avis à la famille, la commune peut faire enlever le corps et le faire inhumer en terrain commun, aux frais de celle-ci.

Article 40 - Interdictions

Le dépositaire étant le seul lieu affecté dans le cimetière municipal au dépôt provisoire des corps, il est interdit aux entrepreneurs de monuments funéraires d'en construire pour cet usage. Il est également interdit aux personnes possédant un caveau dans le cimetière municipal d'y faire déposer provisoirement des corps.

Section 5 - Terrain commun et ossuaire

Article 41 - Mise à disposition

Le terrain commun est mis gratuitement à la disposition de familles pour une durée de 5 ans non renouvelable. Les bénéficiaires s'engagent en contrepartie à entretenir en bon état de propreté leur emplacement.

Article 42 - Aménagements et signes funéraires

Aucune construction n'y est autorisée. Aucun caveau ne peut être réalisé. Les signes funéraires placés sur les tombes en terrain commun ne peuvent sortir de l'emplacement attribué.

Article 43 - Attribution des emplacements et inhumation

Une inhumation en terrain commun est faite en fosse individuelle. Les emplacements sont attribués par la commune suivant l'ordre des décès. Chaque fosse porte un numéro distinct.

Chaque fosse ne peut recevoir qu'un seul cercueil.

Article 44 - Inhumation en tranchée

En cas d'épidémie ou de force majeure qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, le Maire peut autoriser les inhumations en tranchées dans des emplacements spéciaux. Elles ont alors lieu les unes à la suite des autres sans qu'il puisse être laissé des emplacements vides. Les tranchées ont une profondeur de 1m50 et les cercueils sont espacés de 0m20.

Article 45 - Ossuaire

Un emplacement appelé ossuaire est aménagé dans le cimetière municipal afin de recevoir les restes des corps inhumés retirés des fosses en terrain commun après expiration du délai de cinq ans, ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon.

Article 46 - Reprise des tombes

Après le délai de 5 ans suivant l'inhumation, les emplacements sont repris par la commune selon ses besoins, en commençant par les emplacements dont les inhumations sont les plus anciennes.

L'arrêté du Maire décidant de reprendre un emplacement n'est pas notifié individuellement, mais porté à la connaissance des intéressés par voie d'affichage.

Un avis général du Maire, par voie de presse et par affichage, enjoint aux familles d'enlever, à l'expiration de 5 ans et dans un délai d'une année, les plaques et autres signes funéraires qu'elles ont fait établir.

Passé ce délai, la commune fait procéder d'office au démontage des monuments et en devient propriétaire.

Section 6 – Travaux dans le cimetière

Article 47 - Autorisation de travaux

Pour obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux dans le cimetière, l'entrepreneur devra se présenter ou envoyer en mairie la demande d'autorisation dûment signée par le concessionnaire (ou ses ayants droit) et par lui-même, ou un pouvoir signé du concessionnaire ou d'un ayant droit.

La vérification du lien de parenté reste à la charge de la mairie de Vendeuvre-sur-Barse.

Il est interdit aux familles de faire aménager des caveaux sans avoir préalablement soumis les plans à l'approbation de la mairie.

Article 48 - Plan de travaux

L'entrepreneur devra soumettre à la mairie un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer, indiquant :

- _ les dimensions exactes de l'ouvrage,
- _ les matériaux utilisés,
- _ la durée prévue des travaux.

La durée des travaux ne devra pas excéder dix jours.

Pour des travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Article 49 - Références

Les monuments posés sur les concessions pourront porter sur le devant du socle, les indications suivantes : nom ou raison sociale de l'entreprise installatrice du monument.

Article 50 - Déroulement des travaux et contrôle

Les travaux ne pourront être entrepris que lorsque l'entrepreneur sera en possession de l'autorisation délivrée par la mairie.

L'agent de police municipale mentionnera sur un registre prévu à cet effet la date de début des travaux et celle de leur achèvement, ainsi que la durée d'une éventuelle suspension de ces travaux.

L'entreprise est responsable de tous les dommages corporels ou humains causés en raison des travaux qu'elle effectue. Elle devra assurer la sécurité de son chantier par la pose d'une signalisation et de protection adéquates.

Article 51 - Périodes de réalisation des travaux

Les travaux sont interdits aux périodes suivantes :

- _ dimanches et jours fériés,
- _ veilles de fêtes de Toussaint.

Article 52 - Dépassement de limites - constructions gênantes

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le représentant du Maire.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au-dessous du sol, les travaux de démolition seront immédiatement prescrits. Ils seront au besoin requis par voies de droit.

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine public communal (allées, entre-tombes) sont interdites.

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc.) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition du Maire.

Article 53 - Inhumation en pleine terre

Après inhumation, la terre en excédant déposée sur la sépulture doit former un tumulus de forme trapézoïdale dont la surface sera plane et horizontale, aux dimensions suivantes :

- _ grande base : 2 m sur 1 m
- _ petite base : 1,60 m sur 0,60 m
- _ hauteur : de 0,25 m à 0,30 m dans le cas d'une fosse creusée à 1,50 m de profondeur, de 0,35 m à 0,40 m dans le cas d'une fosse creusée à 1,80 m de profondeur.

La pose de cadres ou semelles est prescrite pour toutes les concessions en pleine terre.

La pose du monument ne peut être réalisée qu'après un tassement convenable des terres.

Les semelles en quatre éléments ne peuvent être mises en place qu'après l'aménagement d'une fondation sur tout le pourtour de la concession.

Article 54 - Caveaux - dalles de séparation

La profondeur du caveau ne devra pas excéder 1,80 m en contrebas du sol. Les cercueils seront placés au fur et à mesure des décès.

Un vide sanitaire d'au moins 0 m 40 de hauteur est dans la partie supérieure d'un caveau (mesure prise au point de nivellement donné par le Maire ou son représentant).

Des dalles doivent être édifiées dans les caveaux pour servir de séparation aux cercueils.

Les bandeaux destinés à supporter les dalles de séparation des cases doivent présenter une saillie d'au moins 0,05 m, afin de faciliter les descentes et de servir de points d'appui aux personnes lors des opérations effectuées.

Les cases d'un caveau doivent être numérotées selon les indications données par le Maire ou son représentant. Chaque case, d'une hauteur de 0,50 m, doit être refermée par un jeu de dallages après le dépôt d'un cercueil.

Une autorisation de travaux de la mairie est nécessaire. Le concessionnaire ou l'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions techniques données par le représentant du maire pour l'implantation et les dimensions de ces dalles qui devront être jointoyées et cimentées.

Le caveau sera clos hermétiquement à la surface du sol par des dalles.

Les terres provenant des fouilles seront enlevées par les soins et aux frais des concessionnaires, au fur et à mesure des travaux de terrassement.

En cas de non-respect de ces prescriptions, les mêmes obligations ou sanctions prévues à l'article 76 seront appliquées.

Article 55 - Préparation des travaux

Les matériaux nécessaires à la construction des monuments et des caveaux ne seront apportés au cimetière qu'au fur et à mesure des besoins.

Le stationnement des engins servant à leur transport ne devra pas se prolonger au-delà du temps strictement nécessaire au chargement et déchargement.

Article 56 - Signes et objets funéraires - dimensions

Hormis sur le jardin du souvenir et sur le columbarium qui font l'objet d'une réglementation particulière (voir articles 30 et 48), les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

Dans tous les cas, la dimension de ceux-ci ne pourra excéder les dimensions de la sépulture elle-même.

Aucun arbre ou arbuste ne pourra être planté sur le terrain concédé.

Article 57 - Responsabilité en cas de dommages, de vols ou de dégradations

La commune décline toute responsabilité quant aux dégradations ou vols de toute nature causés par des tiers aux biens des concessionnaires.

Toute personne souhaitant emporter un objet se trouvant sur une sépulture devra être accompagnée d'un agent de la mairie.

Article 58 - Mise en place ou dépose de monuments

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou ornements sépulcraux ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tout autre instrument.

Il est interdit de déposer dans les allées, les sentiers, les entre-tombes et sur les espaces verts ou plates-bandes, des outils ou matériaux de construction.

Article 59 - Comblement des excavations

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre ou de grave calcaire (à l'exclusion de tous autres matériaux, tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc.) bien foulée et damée.

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Article 60 - Retrait des matériels

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

Article 61 - Remise en état après travaux

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils ont occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu causer après les avoir fait constater par l'agent de police municipale.

Les terres ou débris de matériaux devront être enlevés du cimetière.

Article 62 - Utilisation de mortier

Les mortiers et béton devront être portés dans des récipients (baquets, brouettes, etc.) et ne jamais être laissés à même le sol. De même, le gâchage qui est toléré sur place ne sera exécuté que dans des bacs à gâcher.

Article 63 - Stèles

Les stèles seront posées à l'extrémité du terrain concédé, du côté de l'intervalle réservé de 0m25.

Article 64 - Grilles, treillages

La mise en place de grilles ou de treillages est interdite.

Article 65 - Dépose de monuments ou d'ornements sépulcraux

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou ornements sépulcraux seront déposés en un lieu désigné par l'agent de police municipale.

Article 66 - Risques pour le personnel

Lorsque, à l'ouverture d'un caveau en vue d'inhumation ou d'exhumation, il sera constaté que l'état des lieux laisse apparaître un danger pour le personnel devant procéder à l'inhumation ou à l'exhumation, les services municipaux se réservent le droit de surseoir à celle-ci jusqu'à mise en conformité du caveau.

Dans ce cas, le cercueil sera inhumé provisoirement en caveau d'attente ou l'exhumation sera reportée.

Section 7 - Exhumations et transport de corps

Article 67 - Dispositions générales

Toute exhumation ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du Maire prescrivant les mesures d'ordre et de salubrité nécessaires, sauf les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

La demande devra être adressée au Maire par le plus proche parent du défunt ou de son fondé de pouvoir porteur d'une procuration en bonne et due forme.

La demande indique notamment :

- _ les nom, prénom, date et lieu de décès de la personne à exhumer,
- _ le lieu de la ré-inhumation.

La ré-inhumation en terrain commun de corps précédemment inhumés dans une concession est interdite.

L'exhumation de corps inhumés en terrain commun n'est possible que si la ré-inhumation a lieu dans une concession, ou si les corps sont transportés hors de la commune.

Article 68 - Délais avant exhumation

Aucune exhumation ne pourra avoir lieu moins d'un an à compter du décès, lorsque celui-ci est consécutif à une des maladies contagieuses mentionnées dans l'arrêté prévu à l'article R 2213-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 69 - Période d'exhumation

Par mesure de décence et pour des considérations d'hygiène et de salubrité, il ne sera procédé à aucune exhumation, sauf celles ordonnées par les autorités judiciaires :

- _ en cas d'épidémie,
- _ du 15 mai au 15 septembre pour les corps inhumés depuis moins de 5 ans,
- _ à chaque fois qu'il pourra y avoir un danger pour l'hygiène et la santé publique,
- _ les dimanches et jours fériés,
- _ après 9 heures du matin.

Article 70 – Modalités d'exhumation

Le Maire peut prendre des mesures particulières si l'intérêt de la salubrité l'exige, sans préjudice des prescriptions générales.

Dans l'exécution des fouilles nécessaires à une exhumation, les fossoyeurs auront soin de ne pas mettre à découvert les corps voisins.

L'ouverture de la fosse a lieu la veille de l'exhumation ; les familles feront enlever les objets et signes funéraires 48 heures à l'avance.

Les exhumations sont faites en présence d'un représentant de la police municipale assermenté, ou du représentant de Monsieur le Maire, qui s'assurera de l'identité du corps et de l'appartenance des tombes, et d'un parent ou d'un mandataire de la famille. Si le parent ou le mandataire dûment avisé du jour et de l'heure de l'exhumation n'est pas présent, l'opération n'a pas lieu.

Le représentant de la police municipale accompagne le corps exhumé et assiste à la ré-inhumation si la réinhumation a lieu dans la commune.

La constatation des exhumations, transferts et ré-inhumations de corps est faite par procès-verbal signé.

Ce procès-verbal est annexé à la demande d'exhumation.

Lorsque le cercueil est trouvé en bon état de conservation au moment de l'exhumation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans ??? depuis le décès.

Lorsque le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements que l'entreprise mandatée devra fournir.

Si le corps est destiné à être transporté dans une autre commune, le cercueil exhumé doit être mis dans une nouvelle bière (si le cercueil est fortement détérioré uniquement); si le cercueil a disparu et si les restes du corps exhumé sont réduits à des ossements, ceux-ci doivent être déposés dans une nouvelle bière aux dimensions réduites.

Si des objets, quelle que soit leur valeur, ont été déposés dans la tombe ou le cercueil, les membres des familles assistant à l'exhumation ne sont pas autorisés à les reprendre sur place, même après justification de leur qualité d'héritiers.

Un inventaire des objets trouvés sera dressé par l'agent municipal assistant à l'opération et devra être signé par toutes les personnes assistant à l'exhumation et notamment par les personnes héritières des objets. Les objets seront conservés par la mairie jusqu'à ce qu'elle les remette au notaire chargé de régler la succession du défunt, accompagnés d'une copie de l'inventaire.

En l'absence de demande particulière, les objets trouvés dans la tombe ou le cercueil seront laissés dans le nouveau cercueil ou la boîte à ossements utilisés.

Article 71 - Vacation

Une vacation dont le montant est fixé par le conseil municipal sera versée à l'officier de police municipale par les soins de la famille (ou de l'entreprise mandatée).

Article 72 - Mesures d'hygiène

Par mesure d'hygiène et sous aucun prétexte, les ossements autres que ceux réclamés par les familles en vue de leur ré-inhumation, ne pourront être sortis du cimetière.

Les cercueils sortis des fosses seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour les outils qui auront servi au cours de l'exhumation.

Lorsque l'exhumation doit intervenir moins de cinq ans après la date d'inhumation, le cercueil mis à jour, la fosse et le sol environnant devront être aspergés d'une solution désinfectante ainsi que les outils, les mains des fossoyeurs et les vêtements qu'ils auront revêtus pour cette opération.

Les frais de désinfection resteront à la charge des familles.

Article 73 - Scellés

L'examen des scellés des cercueils arrivant d'autres localités et le scellement au départ de Vendevre-sur-Barse, seront faits par l'officier de police municipale ou un représentant du Maire.

Article 74 - Abandon de sépulture

Lorsqu'une sépulture est abandonnée après exhumation du dernier corps, les familles sont tenues de récupérer tous les objets funéraires (vases, céramiques, crucifix, etc.) qui y étaient déposés. Les familles produiront un titre d'abandon daté et signé.

Article 75 - Application du règlement

Le présent règlement est applicable dès sa transmission en Préfecture.
Il remplace et abroge toutes les dispositions antérieures.

Article 76 - Sanctions

Les contraventions au présent règlement seront constatées par procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.

Le Maire, le Directeur Général des Services de la commune, l'agent de la police municipale, les agents des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent règlement et des mesures de police qui y sont prescrites.

Le présent règlement sera affiché à la porte du cimetière. Une ampliation sera transmise au Préfet de l'Aube et aux responsables des marbreries et pompes funèbres locaux.

Adopté en séance du conseil municipal de Vendevre-sur-Barse, le 16 juillet 2021
Modifié par délibération du conseil municipal en date du 30 septembre 2021

Le Maire,

Marielle CHEVALLIER